

Les motivations des agriculteurs britanniques lors du vote sur le Brexit

14 décembre 2020

Dans un article récemment publié dans le *Journal of Rural Studies*, des chercheurs britanniques ont analysé les raisons pour lesquelles des agriculteurs ont voté en faveur du Brexit : la peur de perdre le contrôle de son exploitation, compte tenu des réglementations européennes, en est la principale motivation.

Les auteurs se sont appuyés sur la théorie des comportements planifiés, selon laquelle la majorité des décisions seraient influencées, en amont, par la perception individuelle de la désirabilité du comportement et de ses conséquences, de l'opinion des proches (normes sociales) et de la capacité à mettre en œuvre le comportement en question. Afin de quantifier le poids de chacun de ces facteurs dans la prise de décision finale, les auteurs ont administré un questionnaire fermé mesurant, sur des échelles de Likert, le positionnement des agriculteurs par rapport à différentes assertions. Grâce à la méthode dite de la « boule de neige », comptant sur une diffusion du questionnaire de proche en proche pour toucher de façon homogène l'ensemble du territoire, ils ont recueilli 523 réponses.

Ils ont ensuite estimé le poids de chacun des ensembles de facteurs dans le vote final, pour faire apparaître les corrélations, en ayant au préalable regroupé les agriculteurs par types. Il apparaît que les agriculteurs gérant les plus grandes exploitations, les hommes et les individus ayant le plus faible niveau d'études ont eu une plus grande propension à voter en faveur du Brexit.

Les estimations du modèle ont permis de mesurer l'importance des perceptions, par les agriculteurs, de la réglementation européenne, de leurs attitudes envers l'UE et de leur capacité à contrôler les facteurs ayant un impact sur les performances de l'exploitation. Les auteurs ont aussi identifié l'image que les exploitants ont d'eux-mêmes et de leur rôle social. L'idée d'autonomie, qui se rattache au statut d'indépendant, y est centrale, alors même que les politiques agricole et alimentaire, très normatives, apparaissent comme une contrainte. Ainsi, ceux qui ont voté en faveur du Brexit avaient avant tout le sentiment de pouvoir retrouver des marges de manœuvre dans la conduite de leur exploitation.

Modèle comportemental de la décision de vote des agriculteurs en faveur du Brexit

Impact sur les politiques agricoles	
Turbulence environnementale	<ul style="list-style-type: none"> - Incertitude judiciaire : recours à la Cour Suprême du Royaume-Uni sur la modalité de sortie (<i>Miller</i>) et à la Cour de Justice de l'UE sur la réversibilité de la notification de l'Article 50 demandant l'ouverture des négociations de sortie (<i>Wightman</i>) - Incertitude électorale : deux élections anticipées en juin 2017 et décembre 2019 - Difficile mise en place de la Loi de Retrait 2018 et du programme législatif instaurant le Brexit (au-delà de la Loi Agricole) - Pandémie Covid19 préoccupant les gouvernements, réduction forte du temps parlementaire disponible
Turbulence organisationnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de préparation au Brexit en amont du Référendum sur consigne de David Cameron - Organisation d'un référendum après six ans d'austérité soldée par une diminution des effectifs de la fonction publique, à son plus faible niveau depuis 1945 - Création d'un département dédié à la sortie de l'UE (DEXEU) écartant de fait les spécialistes du département Environnement, agriculture et affaires rurales (DEFRA) - Recrutement massif de fonctionnaires généralistes en début de carrière qui restent peu de temps au DEXEU et au DEFRA - Impact sur les fonctions publiques dans les administrations dévolues : financements de nouveaux postes si et seulement si Londres finance des postes équivalents - Renouvellements fréquents à Whitehall mettant à mal les réseaux informels entre fonctionnaires chargés des mêmes dossiers dans les quatre administrations, ainsi qu'entre administrations, société civile et représentants du secteur agricole - Perte des réseaux et soutiens d'organisations européennes pour le secteur agricole, environnemental, mais aussi pour les administrations
Turbulence scalaire	<ul style="list-style-type: none"> - Incertitude sur le futur financement des politiques agricoles : répartition entre administrations selon la méthode Barnett (au <i>pro rata</i> des dépenses anglaises) ou méthode spécifique (besoin de secteurs agricoles) - Contestation des limites des compétences dévolues - test de la Convention Sewel - Établissement d'un Marché Intérieur britannique sans qu'en soient fixées les règles et possibilités de divergence - Instabilité et contestation du calendrier Brexit avec deux versions du Traité de Sortie, accord sur le Traité de Commerce et Coopération fin décembre 2020 - Négociation de nouveaux accords commerciaux avec des pays tiers (Australie, Canada, États-Unis), adhésion à des accords déjà existants (Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP))

Source : *Journal of Rural Studies*

Lecture : les coefficients issus des estimations indiquent l'importance et le sens de la relation.

Muriel Mahé, Centre d'études et de prospective

Source : [Journal of Rural Studies](#)